

Argentine : gauches et mouvements sociaux

par **Maristella Svampa**

publié au site risal.collectifs.net, 31 mai 2006

L'Argentine d'aujourd'hui semble traversée d'une part par une prolifération de conflits et de mouvements sociaux, entre autres sur des thèmes comme la réévaluation des salaires, les revendications des chômeurs et la défense de l'habitat. Cet ensemble d'actions collectives présente dans de nombreux cas un fort ancrage territorial, une claire propension à l'organisation en assemblées et implique une multitude d'organisations. De l'autre côté, malgré la crise du système institutionnel et des partis si souvent mentionnée, les mouvements sociaux peinent à se constituer en nouvelle alternative politico-sociale, ou encore à relier réellement entre eux les différents acteurs sociaux et politiques mobilisés.

Les élections parlementaires d'octobre 2005 ont vu la consolidation « en haut » d'une sorte de « *peronismo infinito* » (« péronisme sans limite »), renforcé autant par l'affaiblissement des autres partis traditionnels que par la perte du peu de sièges que possédait la gauche parlementaire. Tandis que « en bas » le développement d'une forte politique assistencialiste et clientéliste et la crise des organisations de chômeurs ont favorisé la poursuite de la relation du parti justicialiste [1] avec les secteurs les plus vulnérables.

Les acteurs et les luttes : *piqueteros*, syndicats, usines récupérées.

Parmi les acteurs sociaux organisés qui ont subi le plus de crocs en jambes ces dernières années, on peut citer les chômeurs. L'émergence d'un ensemble de mouvements de chômeurs (*piqueteros* [2]), à partir de 1996/1997, a été l'un des faits les plus significatifs et les plus originaux des dernières décennies. Depuis leurs origines, ces mouvements anti-néolibéraux ont été traversés par divers courants politico-idéologiques, qui vont du populisme nationaliste à une multiplicité d'organisations du courant anticapitaliste, liées aux différentes tendances de la gauche.

Pourtant, au-delà de leur hétérogénéité, ces groupes partagent un espace commun traversé par des registres d'action précis, parmi lesquels le piquet ou le barrage routier, l'inscription territoriale (le travail communautaire dans le quartier), la démocratie directe, et enfin, l'institutionnalisation d'une relation avec l'Etat, par la supervision de plans sociaux (allocations de 50 dollars) et le financement de projets productifs (jardins communautaires, boulangeries, entreprises textiles, coopératives d'eau et de construction, par exemple).

Dès le début, les relations des gouvernements successifs avec les organisations de *piqueteros* ont combiné différentes stratégies, alternant la négociation avec une politique de mise au pas et de répression, toujours accompagnées de la judiciarisation du conflit social, qui s'est traduit par plus de 4 000 procès. Cela n'a empêché ni le développement ni la visibilité toujours meilleure des mouvements de chômeurs, qui ont atteint leur apogée en 2000/2003, années de grande effervescence sociale. Pourtant, après l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner, en 2003, la situation a changé notablement. Les premiers gestes politiques du gouvernement actuel, tout comme sa rhétorique « progressiste » (que beaucoup assimilent à des positions de centre-gauche), ont généré de grands espoirs sociaux, lui accordant une marge de manœuvre plus grande que celle des gouvernements précédents.

Après la forte dévaluation de 2002, la croissance de l'économie argentine a été importante (9,3% en 2005). Grâce à l'excédent fiscal, le gouvernement argentin a récemment décidé d'annuler la dette qu'il avait avec le FMI, un total de 9,5 milliards de dollars [3], qui bien que constituant seulement 9% de la dette extérieure, a eu une répercussion très positive dans la société. Pourtant, la pauvreté et le chômage continuent à affecter des franges importantes de la société argentine.

Le gouvernement de Kirchner a montré peu d'intérêt à mettre en oeuvre une politique de redistribution qui bénéficie aux travailleurs, affectés par quinze ans de précarité et de bas salaires (auxquels s'ajoute une inflation qui a atteint 12,3% en 2005), ou à développer une

pdfMachine - is a pdf writer that produces quality PDF files with ease!

Get yours now!

"Thank you very much! I can use Acrobat Distiller or the Acrobat PDFWriter but I consider your product a lot easier to use and much preferable to Adobe's" A.Sarras - USA

véritable politique d'insertion pour les chômeurs, au-delà des nouvelles formes de clientélisme affectif péroniste [4] ou des petites entreprises productives. Cette politique a résulté aussi bien dans l'intégration des organisations proches de la souche populiste, que dans le contrôle, la division et la mise au pas des groupes les plus mobilisés (gauche partisane et indépendante).

Pour ce faire, le gouvernement s'est appuyé sur l'état d'esprit de l'opinion publique, fortement étayé par les grands médias, qui n'ont pas hésité à engager une croisade anti-*piqueteros*, teintée d'un évident manichéisme. Cette situation ne peut être dissociée de la revendication de « normalité » qui traverse largement la société argentine. Le décor de cette bataille politique entre les organisations de *piqueteros* et le gouvernement a été la ville de Buenos Aires. C'est dans ses rues, sur ses places, dans ses édifices publics, et plus encore, face à la municipalité elle-même, au moment du débat sur le Code contraventionnel (*Código Contravencional*) [5] proposé par la ville de Buenos Aires (16 juillet 2004), que ce bras de fer inégal a pris toute son expression, entre ceux qui appelaient à l'institutionnalisation et exigeaient le repli des forces mobilisées (la revendication de l'institué), et les différents acteurs mobilisés (la revendication des exclus). Le corollaire en fut l'augmentation de la judiciarisation et de la criminalisation dans le traitement des conflits sociaux et, surtout, l'installation d'un fort consensus anti-*piqueteros* dans de larges couches de l'opinion publique.

Par ailleurs, au cours des deux dernières années, les luttes syndicales revendiquant des hausses de salaires (pas seulement comme conséquence de l'inflation, mais avec pour objectif la réduction des disparités salariales entre les travailleurs d'un même secteur, entraînées par la tertiairisation et la politique de flexibilité salariale imposées dans les années 90) se sont multipliées, ainsi que les revendications en lien avec la défense de l'éducation et de la santé publique. En 2005, les conflits du travail qui se sont terminés par des grèves ou des suspensions de services ont triplé par rapport à l'année précédente (819 conflits syndicaux contre seulement 249 en 2004). C'est le chiffre le plus élevé depuis 1990, l'année de la mise en place des premières réformes néolibérales.

Il s'agit à l'évidence d'un nouveau cycle d'action syndicale, dont les acteurs principaux sont des groupes de délégués combatifs, dans certains cas extérieurs aux directions syndicales ou aux centrales reconnues. La Centrale des travailleurs argentins (CTA) elle-même, reconnue pour son caractère anti-néolibéral et dont le rôle d'opposant a été crucial dans les années 90, s'est vue débordée par la radicalité adoptée par les nouveaux conflits dans divers secteurs. Citons entre autres les luttes du secteur de la téléphonie (Telefónica Argentina), de la santé publique (les hôpitaux), de l'alimentation (la viande), de l'enseignement (à tous les niveaux), des transports (le métro de Buenos Aires, les pilotes et techniciens d'Aerolíneas Argentinas), ainsi que de certains secteurs plus traditionnels, comme la métallurgie et les usines automobiles (Daimler-Chrysler, Ford et Volkswagen).

Le nombre d'actions syndicales qui adoptent la méthode *piquetera* (immédiatement associée au blocage de routes) n'est pas négligeable, ce qui implique aussi une stigmatisation rapide. Ainsi, il est fréquent que le gouvernement et les grands médias, dans la version qu'ils donnent des conflits, soulignent en premier lieu les conséquences négatives des actions de protestation (obstruction du trafic, problèmes de transport, perte de journées d'école, risque de manque de soins dans les hôpitaux publics, etc.) ou visent à dénoncer leur caractère « éminemment politique ». Dans le cas des grèves à répétition de la part du personnel non-médical de l'Hôpital Garrahan (le centre pédiatrique le plus important de pays), le gouvernement a lancé une campagne de discrédit contre l'un des dirigeants syndicaux (membre d'un petit parti trotskiste) et a tenté de rendre le conflit illégal, tandis que le ministre de la Santé traitait les grévistes de « *terroristes sanitaires* ».

Pourtant, l'escalade syndicale continue. En 2004 et 2005, malgré les repréailles patronales et le peu de visibilité médiatique de certains conflits - surtout ceux qui se sont produits dans l'intérieur du pays - nombre d'entre eux se sont terminés par le triomphe des revendications des travailleurs. Dans leur majorité, il s'agit d'accords d'entreprises, dont on prend soin généralement de ne pas les divulguer publiquement afin de ne pas créer un « effet boule de neige » dans d'autres secteurs. Sauf exceptions, il faut signaler que ces expressions syndicales sont rarement reliées à d'autres acteurs, surtout les chômeurs, particulièrement stigmatisés aujourd'hui.

**pdfMachine - is a pdf writer that produces quality PDF files with ease!
Get yours now!**

"Thank you very much! I can use Acrobat Distiller or the Acrobat PDFWriter but I consider your product a lot easier to use and much preferable to Adobe's" A.Sarras - USA

Enfin, il faut rappeler qu'il existe en Argentine un important mouvement d'usines récupérées, qui continuent la lutte par des moyens judiciaires et législatifs afin d'obtenir la loi d'expropriation et leur reconnaissance comme coopératives de travailleurs. Actuellement, il existe plus de 150 usines récupérées, dirigées par différents courants et constituées en coopératives.

A la différence de l'expérience des *piqueteros*, les usines récupérées ont suscité dès le début de forts courants de sympathie et de soutien, qui ont été fondamentaux pour leur expansion et leur consolidation. Les usines récupérées se considèrent elles-mêmes comme des « mouvements », en ce que la récupération (le fait de résister) est assimilée à la protestation sociale. En réalité, sauf cas exceptionnels (parmi lesquels on trouve deux cas emblématiques, comme les céramiques Zanón, dans le nord de la Patagonie et l'Hôtel Bauen, dans la ville de Buenos Aires), les usines récupérées n'ont pas rencontré de forte résistance de la part de l'Etat. Plusieurs tentatives d'expulsion et de remises aux anciens propriétaires ont été enregistrées, mais la crise a plutôt ouvert de nouvelles opportunités politiques, d'abord à travers une officine d'Etat (I'NAES - *Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social*) - qui a créé une unité pour les entreprises récupérées), puis en facilitant la formation de coopératives et l'expropriation en faveur des travailleurs.

N'oublions pas que l'expropriation n'est que temporaire et que nombreuses sont les entreprises récupérées qui connaissent une situation économique difficile et dont les travailleurs travaillent dans des conditions de véritable auto-exploitation. Les obstacles sont dus autant au manque d'appui de la part de l'Etat dans le processus de commercialisation des produits, qu'à la fragmentation organisationnelle que présente ce mouvement. Il existe aujourd'hui 4 courants, les plus importants étant le Mouvement national d'entreprises récupérées (MNER) et le Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs (MNFRT), qui possèdent des relations bien huilées avec le gouvernement actuel.

Les différentes traditions idéologiques sur le terrain militant

Quels sont les principaux obstacles que connaissent les mouvements sociaux dans leur processus d'articulation politico-sociale ? Pour les facteurs externes, il suffirait de mentionner la productivité politique du péronisme, laquelle se nourrit moins d'une supposée vocation pour le pouvoir qui serait absente chez ses opposants, que d'une habile autorité présidentielle qui synthétise l'héritage qui articule le « décisionnisme » politique et l'efficacité populiste, ainsi que la revendication de normalité véhiculée par une société choquée par la disparition de l'illusion néolibérale (l'appartenance à un supposé « Premier monde ») et par la menace qui s'ensuit de la dissolution sociale vécue pendant la grande crise de 2001-2002. Signalons en outre le contexte de forte croissance économique que traverse le pays.

J'aimerais, en revanche, décrire plus en détails certains facteurs à proprement parler internes qui rendent difficile une véritable articulation sur le terrain militant. Sans doute, le plus notoire au sein de l'espace militant a été la fragmentation organisationnelle croissante liée aux positions et aux diagnostics opérés par les différentes tendances de la gauche. Loin de rechercher les convergences stratégiques, les différentes traditions idéologiques ont renforcé le conflit interne et, par là même, ont favorisé la division totale entre les mouvements et les organisations.

Tout d'abord, dans tout ce processus, une responsabilité majeure incombe à la gauche partisane, surtout aux diverses variantes du trotskisme, qui représente le degré le plus élevé du dogmatisme idéologique en ce qui concerne ses définitions du pouvoir, du sujet politique et de la stratégie de construction. S'ajoutent à cela des erreurs de diagnostic politique notoires : l'absence de perception du changement d'opportunités politiques (redéfinition de la scène politique à partir de 2003) et la sous-estimation de la productivité politique du péronisme ont été fondamentales dans l'aggravation de la crise de certains mouvements, tant dans les assemblées de quartiers (en 2002), que dans le processus de délégitimation et d'isolement social des organisations de chômeurs (2003-2004).

D'un autre côté, les tentatives répétées de la gauche partisane d'imposer une sorte d'hégémonie sur le terrain militant se soldent généralement, tôt ou tard, par de fortes implosions organisationnelles et idéologiques, qui se traduisent par une perte du capital politique et symbolique des nouveaux mouvements. Enfin, dans les périodes électorales, les

pdfMachine - is a pdf writer that produces quality PDF files with ease!

Get yours now!

"Thank you very much! I can use Acrobat Distiller or the Acrobat PDFWriter but I consider your product a lot easier to use and much preferable to Adobe's" A.Sarras - USA

partis de gauche ont coutume d'instrumentaliser encore plus les organisations sociales au détriment de leur autonomie décisionnelle et du développement d'une logique de construction plus territoriale (liée au travail communautaire et aux entreprises productives).

En second lieu, nous pouvons signaler le rôle plus récent dont on peut créditer la gauche populiste, qui a fini par remettre en avant les éléments les plus négatifs de la tradition national-populaire, grâce à son alliance avec Nestor Kirchner. La tradition populiste argentine reprend des éléments différents que les autres expériences qui agitent le continent, comme c'est le cas en Bolivie, où la tradition national-populaire réapparaît liée aux revendications de nationalisation des hydrocarbures, mises en avant par l'ensemble des acteurs mobilisés.

De la même façon, malgré toutes les affinités -qui sont plus de l'ordre du désir que de la réalité -, le modèle kirchneriste a peu à voir avec le projet défendu par Chávez au Venezuela, dont le caractère controversé et ambivalent nous informe déjà sur le caractère multidimensionnel de cette expérience. En Argentine, la tradition populiste tend à déboucher sur la reconnaissance du primat du système institutionnel, à travers le rôle du Parti péroniste, sur les mouvements sociaux.

Cette inflexion répond à une certaine conception du changement social : celle qui réduit la perspective d'une transformation à un changement d'orientation politique du gouvernement, plutôt qu'à une possibilité de rééquilibrage des forces à travers les luttes sociales. Le primat du système politico-partisan tend à s'exprimer dans une forte volonté de subordination des masses organisées à l'autorité du leader et dans une méfiance notoire envers les nouvelles formes d'auto-organisation sociale et envers leurs exigences de réappropriation de leur pouvoir (*empowerment*) et d'autonomie. De même que pour la gauche partisane, la question de l'autonomie des acteurs pour la tradition populiste argentine et ses héritiers actuels, constitue un angle mort, impensé, quand il n'est pas perçu comme « artificiel » par rapport à notre géographie de la pauvreté.

Cette « non thématization » dénote que le populisme argentin, sous toutes ses facettes, méconnaît profondément les nouvelles tendances globales à l'organisation. Il ne reconnaît pas les nouvelles pratiques politiques ni l'impact positif qu'elles pourraient exercer dans un processus de reformulation du contrat social, dans un sens de l'inclusion.

En troisième lieu, soulignons le rôle qu'ont joué ces groupes qui composent l'espace hétéroclite des organisations indépendantes et autonomes. Ces nouvelles expériences militantes - surtout chez les jeunes - se nourrissent d'un éthos commun cimenté par l'impératif de la lutte anti-bureaucratization et de la démocratisation des organisations et par une grande méfiance envers les structures partisans et syndicales. La forte résonance qu'a eu ce qu'on a appelé de manière générique en Argentine l'« autonomisme » n'est pas un hasard.

Cette nouvelle histoire politique, qui traverse un ensemble de collectifs et de mouvements contre la globalisation néolibérale, se nourrit aussi de la pensée d'un secteur de la philosophie politique italienne, spécialement de l'œuvre de Toni Negri et de Paolo Virno et, au niveau continental, il prend comme modèle de référence le discours zapatiste [6]. Bien que le terrain de l'autonomie est beaucoup plus large et multicolore que ce qu'indiquaient les références antérieures, ce qui est sûr c'est qu'en Argentine ce phénomène a connu une inflexion hyperbolique, surtout dans les mobilisations de 2002 et 2003.

S'il est difficile pour la gauche partisane et populiste de comprendre les nouvelles formes d'auto-organisation du social, l'autonomisme se caractérise, de son côté, non seulement par sa vision trop unidimensionnelle du pouvoir et de la relation avec l'Etat, mais aussi par le refus de penser la question de l'articulation politique comme quelque chose de plus qu'une coordination horizontale de mouvements. De même, pour de nombreux militants autonomistes, la notion même d'« hégémonie » - dont le sceau gramscien a tellement marqué la pensée de la gauche argentine depuis quelques décennies - s'est transformée en une sorte de cristallisation de tous les maux...

Ce qui est certain c'est que la tentation à l'hégémonie des partis de gauche n'a rien fait d'autre que renforcer les éléments extrêmes du camp autonomiste, qui dans de nombreux

**pdfMachine - is a pdf writer that produces quality PDF files with ease!
Get yours now!**

"Thank you very much! I can use Acrobat Distiller or the Acrobat PDFWriter but I consider your product a lot easier to use and much preferable to Adobe's" A.Sarras - USA

cas a confondu la défense de la différence avec l'appel à la pure fragmentation, et a tendu à dissoudre la logique politique dans la pure action contre-culturelle, ou dans une sorte d'ontologisation du social dépourvu de médiations.

Finalement, ces excès ont généré aussi une réaction inverse, surtout dans le camp *piquetero* et dans les organisations contre-culturelles où l'on enregistre une sorte d'involution de la part de certains groupes et collectifs militants déçus par le peu de répercussion politique des promesses de démocratisation et d'horizontalité de l'autonomisme (car la politique de Kirchner a entraîné avec elle un approfondissement du clientélisme parmi les secteurs populaires). Face à ce nouveau blocage des opportunités politiques, certains tendent à plonger dans une défense des principes révolutionnaires classiques les plus orthodoxes et dogmatiques, dans leurs tendances léninistes et guévaristes.

La possibilité de l'émergence d'un nouveau sujet politique qui pourrait incarner la forte attente de changement qui traverse la société argentine du début du nouveau millénaire s'est dissipée, autant par le retour à la normalité institutionnelle incarnée par le « péronisme sans limite », que par les divergences entre les différentes traditions idéologiques représentées dans les organisations sociales. Le processus de stigmatisation des luttes sociales entre 2003 et 2005 met en avant l'importance du débat culturel et symbolique, de même que la nécessité des ponts et des articulations entre les éléments les plus positifs et mobilisateurs des différentes tendances de la gauche - la tradition national-populaire, la tradition classiste et la narrative autonomiste.

NOTES:

[1] [NDLR] Nom donné au parti politique fondé en 1945 par le général Juan Domingo Perón, plus connu sous le nom de Parti péroniste. La doctrine "justicialiste" conciliait mesures sociales, nationalisme, catholicisme et répression.

[2] [NDLR] Les piqueteros, du terme « piquete » (piquet), désignent les groupes organisés de travailleurs sans emploi.

[3] [NDLR] Lire à ce sujet le communiqué de presse du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) qui conteste ce paiement : <http://www.cadtm.org/article.php3?i...>

[4] [NDLR] De Juan Domingo Perón, général et homme politique argentin, a été élu président de la République en 1946 et renversé en 1955. Après 18 années d'exil, il est revenu en Argentine et a été à nouveau élu président en 1973. Il est décédé en 1974, laissant le pouvoir à sa troisième épouse, María Estela Martínez.

Lire Léa Terbach, **Genèse du Péronisme**, RISAL 2002.

[5] [NDLR] Le Code contraventionnel (*Código Contravencional*) de la ville de Buenos Aires est une mesure législative votée en 2004, visant à contrôler, sanctionner et réprimer les actions ou activités d'individus ou de groupes portant atteinte à la "sûreté" de la ville. Dans cette catégorie se trouvent entre autres la prostitution, la vente d'alcool, la vente ambulante, etc. ainsi que les "piquets", l'obstruction de la voie publique sans préavis pouvant donner lieu à une peine de 1 à 5 jours de travail communautaire ou à une amende allant de 400 à 1000 pesos.

[6] La version plus simplifiée présentée par le livre de John Holloway, « *Changer le monde sans prendre le pouvoir* », a eu aussi beaucoup d'influence (Buenos-Aires, Herramienta, 2001).

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:

RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine
URL: <http://risal.collectifs.net/>

Source : *Entre voces*, n°5, janvier 2006 ; revue Pueblos (www.revistapueblos.org), mars 2006.

Traduction : Marie-José Cloiseau, pour le RISAL (www.risal.collectifs.net).

**pdfMachine - is a pdf writer that produces quality PDF files with ease!
Get yours now!**

"Thank you very much! I can use Acrobat Distiller or the Acrobat PDFWriter but I consider your product a lot easier to use and much preferable to Adobe's" A.Sarras - USA